



**L'HEBDO**

**Hebdo N° 121 - Mercredi 7 juillet 2021**

## **A la Une**

### **Des conditions de travail conduisant à une fin tragique**

Un personnel de direction vient de nous quitter (à la demande de la famille, le communiqué du SNP DEN-UNSA ne donne pas son identité).

C'était un personnel de valeurs, extrêmement bienveillant et dévoué au Service Public d'Éducation et à ses usagers. Il avait l'estime de toutes et tous au sein de la communauté éducative.

C'est dans son contexte professionnel qu'il s'est vu dernièrement remis en cause dans ses pratiques et mis sous pression par une fédération de parents d'élèves ainsi qu'une section syndicale locale de personnels enseignants. Face aux agissements de certains, non respectueux des procédures administratives, face aux accusations graves et diffamatoires portées par d'autres à son encontre, ce collègue n'aura qu'un seul objectif : la recherche du dialogue et de l'apaisement dans un environnement professionnel où la place et le rôle de chacun se doivent d'être respectés.

Démarche qui ne sera ni vue, ni entendue, ni reconnue, ni acceptée et ce, notamment, par une partie des enseignants. Il a décidé que c'en était trop pour lui... [Lire le communiqué](#)

## **Autres**

## **Une nécessaire anticipation et des moyens pour la rentrée**

Faisant le constat de deux années particulièrement difficiles, marquées par la pandémie qui a eu des conséquences indéniables sur la scolarité des élèves, que ce soit dans le premier ou le second degré, l'interfédérale de l'Éducation (UNSA-Éducation, FSU, SGEN-CFDT, SUD Éducation, SNALC, SNCL-FAEN) s'est réunie fin juin et a adressé un courrier commun au Ministre (sans FO ni la CGT) pour demander une anticipation et des moyens pour la rentrée. [Lire le courrier](#)

## **"Réforme du collège, où en est-on ?" : une enquête du SNPDEN-UNSA et de la commission Éducation & Pédagogie**

Quatre ans après, qu'en est-il de l'application de cette réforme dans les différents établissements scolaires ? Quels en ont été les effets sur les enseignements, les pratiques pédagogiques, l'interdisciplinarité, l'évaluation par compétences et l'évaluation du socle commun à l'issue du cycle 4 et de la scolarité obligatoire ? Où en sommes-nous réellement ? S'appuyant sur une enquête auprès de ses adhérents de la commission Éducation et pédagogie du SNPDEN-UNSA, fait le point. [Lire la suite \(Adhérents\)](#)

## **Pour préparer la prochaine année scolaire et les examens 2022**

En ce début de mois de juillet, les réunions se poursuivent pour préparer l'année 2021/2022 et les futures sessions d'examens. La Commission "Éducation et Pédagogie" est présente dans les débats.

Après la Commission Spécialisée Lycées qui s'est tenue le 2 juillet, le Conseil Supérieur de l'Éducation se déroulera le 8 juillet, avec un ordre du jour axé, entre autre, sur les ajustements du baccalauréat 2022. Pour rappel, le SNPDEN-UNSA était favorable depuis la mise en place de la réforme à un réel contrôle continu à 40 % mais pas n'importe lequel.

Nous portons donc plusieurs pistes de travail pour accompagner un contrôle continu le plus juste possible. [Lire la suite \(Adhérents\)](#)

## **Agenda**

### **Lundi 5 juillet**

- Réunion cabinet du Ministre - SIEC et Ile de France

### **Mardi 6 juillet**

- Exécutif National UNSA Éducation

- DGESCO - Concertation en multilatérale sur les évolutions de l'épreuve orale de contrôle du bac pro - Session 2022 (2/2)

### **Mercredi 7 juillet**

- Associations des Régions de France (ARF) : Loi 4D et actualité en cours pour les lycées

### **Jedi 8 juillet**

- DGRH: multilatérale sur le bilan des LDG mobilité 2021 pour les organisations syndicales représentatives en CTMEN et CTM JS

- Conseil supérieur de l'Éducation
- Groupe National des Personnels de direction (GNPD)

### **Vendredi 9 juillet**

- Résultats mobilité : mouvement d'ajustement sur postes de chef d'établissement

## **Actualités**



### **Loi 4D : un nouvel amendement bienvenu**

La commission des lois du Sénat examinant le projet de loi 4D a adopté, le 30 juin 2021, un amendement visant à supprimer l'article 41, et ce notamment au regard de sa portée manifestement inexistante.

Cet article visait, pour rappel, à ce que la collectivité territoriale puisse donner des instructions, sous le couvert du chef d'établissement, à son adjoint chargé des fonctions de gestion matérielle, financière et administrative, dans le respect de l'autonomie de l'établissement. [Lire la suite \(Adhérents\)](#)



### **28 jours pour le congé de paternité**

Depuis le 1er juillet, le congé paternité voit sa durée allongée à 28 jours, dont une semaine obligatoire.

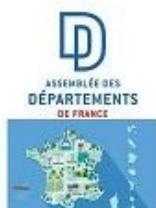
Une réforme qui vise à permettre aux pères de s'investir davantage dans la parentalité et à lutter contre les inégalités femmes-hommes.

**Pour en savoir plus, [lire l'article de Viepublique.fr](#) sur le sujet.**



## Un "Observatoire des rémunérations et du bien-être" des personnels de l'EN

Après avoir annoncé sa création lors de la conférence de presse de clôture du Grenelle, le ministre de l'Éducation nationale de la Jeunesse et des Sports a procédé officiellement le 28 juin à son installation, en présence des organisations syndicales. Cette première réunion devrait être suivie en septembre d'une réunion consacrée au bien-être au travail, et d'une troisième en novembre lorsque les dernières données actualisées sur la rémunération seront disponibles. L'idée est de mettre en place un dispositif pérenne et de réunir le comité environ 4 fois par an. Lors de cette réunion d'installation, l'UNSA-Éducation a exprimé à quelles conditions l'observatoire peut devenir un outil utile au système éducatif et à tous ses personnels, sous réserve d'en garantir son indépendance et son objectivité. [Lire la suite \(Adhérents\)](#)



## Politiques éducatives des départements : une grande enquête de l'ADF

Des budgets inégaux au manque criant de points d'eau et d'espace dans les établissements, en passant par l'équipement numérique des collèges, la restauration scolaire, sans oublier les relations entre les conseils départementaux et les rectorats, l'état du dialogue avec les EPLE, ou encore les obligations en matière de logements de fonction..., l'Assemblée des Départements de France (ADF) propose dans son enquête publiée fin mai 2021 un état des lieux des politiques départementales en matière d'éducation. [Lire la suite \(Adhérents\)](#)



## Textes signalés

Au **BO 26 du 1er juillet** : [Note de service du 24 juin](#) relative aux élections des représentants des parents d'élèves aux CA des EPLE et aux conseils des écoles, année 2021/2022. [Circulaire du 23 juin](#) « Sport-Education ». [Circulaire du 30 juin](#) relative à la revalorisation du régime indemnitaire spécifique en faveur des personnels exerçant dans les écoles ou établissements relevant du programme REP+... [Et aussi](#)

Cet email a été envoyé à [[EMAIL\_TO]], [cliquez ici pour vous désabonner](#).